

NOTE DE SYNTHÈSE

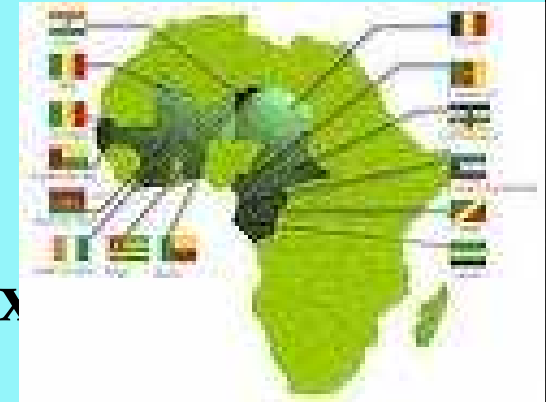
SUR LES POLITIQUES ET PROGRAMMES REGIONAUX RELATIFS AUX DROITS ET ACTIVITÉS DES FEMMES EN AFRIQUE DE L'OUEST



- **Aperçu de la situation de la femme dans l'espace CEDEAO**

De façon constante, les femmes sont désavantagées en ce qui concerne:

- l'accès à l'éducation, aux droits légaux
- l'accès à la représentation politique ;
- l'accès aux ressources économiques et à la participation aux programmes économiques et aux avantages qui en découlent.



Plus concrètement, les femmes en AO, sont victimes ou affectées par :

- Le mariage précoce, les mutilations génitales et des pratiques de veuvage qui limitent leurs droits humains ;
- La violence basée sur le genre et la violence associée aux conflits armés ;

- **La faiblesse des cadres légaux et/ou des mécanismes de mise en œuvre ayant des implications négatives en matière de genre ;**
- **Des difficultés d'accès aux ressources économiques : la terre, le crédit, les services conseils. *Une situation qui influence le niveau d'intégration à l'activité économique.***
- **Le taux de scolarisation des femmes au niveau du cycle primaire est toujours plus bas que celui des hommes ;**
- **Taux d'infection par le VIH/SIDA plus élevé parmi les femmes que parmi les hommes avec le pourcentage des femmes infectées représentant 54 à 57% de la population infectée.**

Éléments de caractérisation du contexte au plan agricole



80 % des biens alimentaires en Afrique de l'Ouest sont produits dans les exploitations familiales agricoles. Ces biens alimentaires sont essentiellement composés de céréales qui constituent la base de l'alimentation autant dans les villes que dans les campagnes.

- **En Afrique subsaharienne, les femmes sont responsables à 70% de la production alimentaire, à 100% de la transformation, à 50% du petit élevage et à 60 % de la vente sur le marché. Malgré tout, elles ont un accès limité aux technologies appropriées, à la formation, au crédit, aux fertilisants, à la terre et aux autres facteurs de production.** *(Campagne « Nous sommes la Solution » lancée en février 2011 à Dakar par des associations et plateformes paysannes ouest-africaines en réponse aux crises alimentaires).*

Les femmes sont nombreuses et actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Paradoxalement, peu d'entre elles peuvent décider les politiques, les programmes et les projets qui les intéressent.

- 30 % de la population en Afrique Occidentale est pauvre. 17 % n'a pas assez à manger. Les personnes les plus touchées sont : **les femmes, les enfants, les personnes âgées**. Comme dans un cercle vicieux : cela empêche les agriculteurs d'investir pour produire davantage.

Les femmes sont donc au cœur d'un système de production qui périclité et en subissent le plus fortement les contrecoups

- **QUELQUES DEFIS**

Dans la région, l'alimentation est fournie surtout par les productions locales et les importations assez importantes qui viennent du reste du monde. Les importations de nourriture représentent 19 % de toutes les importations de la zone CEDEAO ;

- L'AO est un nain commercial : 0,4 % des exportations mondiales en 2002 ;

- Les faibles performances du secteur agricole imputables à plusieurs facteurs : manque d'organisation des Etats, politiques foncières inadaptées, changements climatiques, accès limité à la technologie, absence de politique agricole, faible niveau d'investissements publics dans l'agriculture, impact négatif des politiques internationales

...

L'application des textes régissant la libre circulation des personnes, des biens et des services et notamment des produits agricoles et agro-alimentaires dans l'espace communautaire CEDEAO ;



- **Le renforcement des capacités organisationnelles et techniques des productrices et transformatrices.**

LES POLITIQUES AGRICOLES REGIONALES

Cas de l'ECOWAP



La politique agricole de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest vise à produire, pour un long temps, l'alimentation suffisante de la population, à développer l'économie et le social, à diminuer la pauvreté dans les Etats membres et à mettre plus d'égalité entre les territoires, les zones et les pays.

Cet objectif général se divise en sept objectifs particuliers :

- **Objectif particulier n°1** : donner une alimentation suffisante aux paysans et aux gens des villes et une bonne qualité des produits pour assurer la santé. On doit chercher que la région assure elle-même la nourriture de la région (Souveraineté alimentaire).
- **Objectif particulier n°2** : diminuer les besoins de produits importés. Il faut d'abord produire les aliments et les transformer. Il faut aussi chercher à donner plus de valeur aux produits et voir comment les productions peuvent se compléter dans la région. Mais il faut faire attention aux problèmes des zones rurales ou aux pays difficiles à atteindre.
- **c. Objectif particulier n°3** : aider les exploitations agricoles à entrer dans les marchés nationaux, régionaux et internationaux. Cela améliorera les revenus des paysans et spécialement le revenu des femmes.

Objectif particulier n°4 : développer les possibilités des hommes et des femmes, créer des emplois, garantir les revenus venant de la production et aider ainsi au développement des services en milieu rural, spécialement en ce qui est de la santé. Il faut faire attention à la lutte contre les grandes maladies : VIH/Sida, paludisme, etc. **Cela améliorera les conditions de vie des paysans, surtout des femmes.**

- **Objectif particulier n°5** : augmenter les systèmes de production adaptés aux différentes situations (agriculture et écologie) pour une plus grande production. Mais il faut valoriser et protéger les ressources naturelles et les diverses espèces (biodiversité).
- **Objectif particulier n°6** : chercher à rendre moins fragiles les économies de l'Afrique Occidentale. Pour cela, diminuer les causes d'instabilité et d'insécurité régionales (catastrophes naturelles) et favoriser ce qui apporte la paix, la sécurité et un bon gouvernement.

Objectif particulier n° 7 – chercher à donner à l'agriculture de l'Afrique Occidentale les moyens de trouver les finances permettant de soutenir les diverses exploitations et les filières. Ces moyens doivent aussi apporter l'argent pour les nombreux besoins d'investissement.





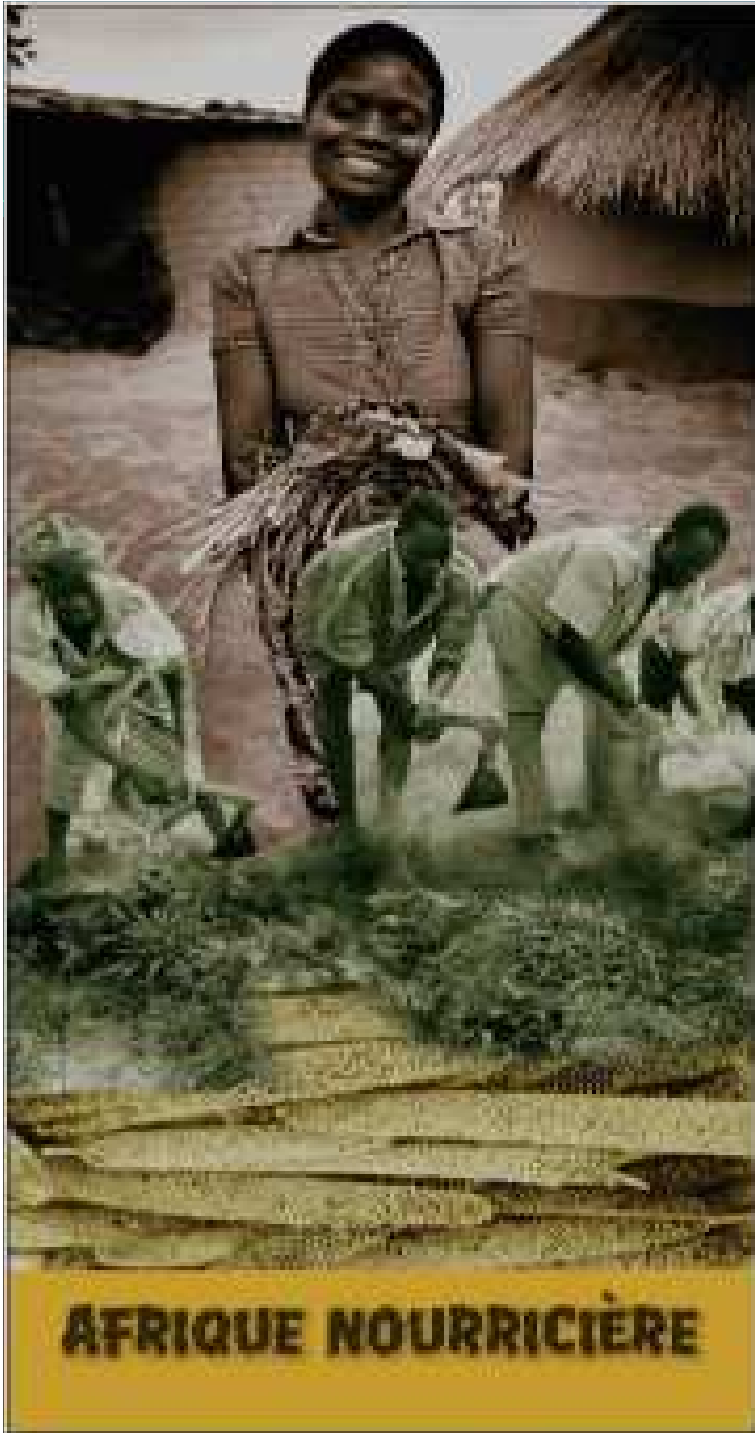
CENTRE DE LA CEDEAO POUR LE DEVELOPPEMENT DU GENRE - CCDG

Le but du Centre pour le Genre est de combler les fossés existants entre les sexes et d'éliminer la discrimination dans le développement et d'améliorer les conditions économiques, juridiques et culturelles des femmes dans la sous-région.

Les objectifs du Centre sont de :

- Mobiliser et impliquer les femmes, en tant que partenaires et bénéficiaires dans le processus d'intégration régionale.
- Etablir une synergie viable entre les hommes et les femmes de la région dans le but de supprimer les disparités entre les hommes et les femmes dans les programmes de développement communautaire.
- Initier, coordonner et élaborer des projets et programmes dans chaque secteur de développement socio-économique en prenant en compte les domaines prioritaires des programmes de la CEDEAO.

- **Aider les femmes à améliorer leurs performances dans leurs domaines d'activité et stimuler les compétences entrepreneuriales et la solidarité pour une culture de paix ;**
- Aider au renforcement du commerce régional et de ses différentes formes dans l'espace de la CEDEAO ;
- **Etablir un réseau de communication entre les femmes, les organisations féminines et le centre et conserver une base de données mise à jour ;**
- **Elaborer des mécanismes de coopération avec les institutions nationales, régionales et internationales, la communauté des donateurs bilatéraux et multilatéraux et le secteur privé pour la promotion de l'intégration du genre dans le développement.**



AFRIQUE NOURRICIÈRE

ANALYSE DES STRATEGIES DES POLITIQUES ET PROGRAMMES AXES SUR LES FEMMES

Eléments de stratégies / ECOWAP


Il a été clairement affirmé la nécessité de :

- *Prendre en compte de l'approche genre dans toutes les actions menées par l'ECOWAP, en particulier pour permettre aux femmes d'avoir toute la place qui leur revient et de profiter en priorité des actions entreprises ;*
- *Assurer une très large information et sensibilisation de tous ceux, publics ou privés, qui travaillent à la réalisation du plan, sur l'orientation, les objectifs, les principes et les orientations d'intervention de l'ECOWAP pour faciliter l'adhésion des populations de l'Afrique de l'Ouest à la politique et aider ainsi à sa réalisation.*

Eléments de stratégies du CDG

Le Centre préconise les stratégies/approches ci-après pour atteindre ses résultats :

- *Formation axée sur la connaissance et les capacités, séminaires, ateliers, consultations, conférences et rencontres interactives sur les questions thématiques ;*
- *Recherche-action sur les questions thématiques (telles que les Femmes et le VIH/SIDA, Femmes et Travail Décent, Femmes dans la Gouvernance, etc.) pour la mise en place d'une base de données non regroupées sur le genre dans la sous-région afin d'alimenter la prise de décisions.*

- 
- *La coopération et la collaboration sous-régionales pour influencer les politiques, les programmes et les systèmes qui permettent aux femmes de contribuer au développement économique et d'avoir une influence sur la réduction de la pauvreté ;*
 - *La Communication, la documentation et la capitalisation des expériences ;*
 - *Les Foires et expositions pour les femmes ;*
 - *Célébration des Femmes Chefs de File en Afrique de l'Ouest ;*
 - *Les Groupes de réflexion.*

Eléments de stratégies de la campagne

« Nous sommes la solution »

(lancée en février 2011 à Dakar par des associations et plateformes paysannes ouest-africaines en réponse aux crises alimentaires).

- *Promotion des bonnes pratiques et connaissances portées à travers les générations en Afrique (agro-écologie, préservation des semences), et qui ont permis d'assurer la souveraineté alimentaire sur le continent ;*
- *Influence sur les décideurs pour promouvoir une meilleure gouvernance ;*
- *Valorisation de la production de l'agriculture familiale ;*
- *Renforcement des capacités organisationnelles des organisations de femmes rurales ainsi que leurs leaders ;*

- *Information, sensibilisation et renforcement des voix des femmes rurales pour les engager dans les processus de prise de décision concernant la campagne globale aux niveaux africain, régional et local ;*
- *Organisation, mobilisation à travers un réseau (réseautage) panafricain d'échanges d'informations et de plaidoyer.*



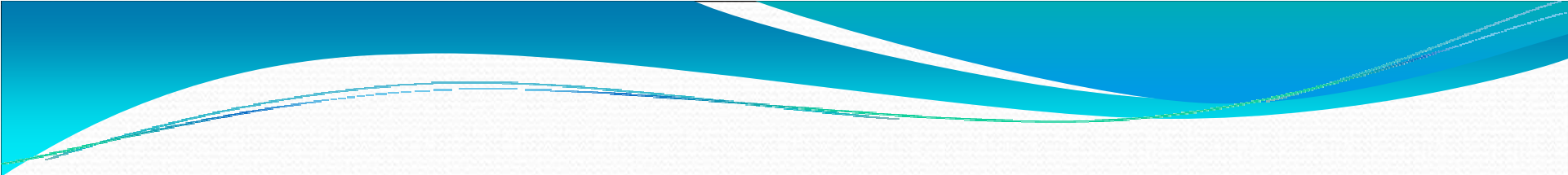
Croisement avec les stratégies du ROPPA

- *Information et communication ;*
- *Renforcement des capacités ;*
- *Participation aux réflexions thématiques et sur les politiques agricoles et commerciales ;*
- *Capitalisation des expériences à la base / Etudes ;*
- *Dialogues/plaidoyer avec les décideurs politiques et les partenaires au développement pour définir des politiques et programmes plus appropriés et suivre leur mise en œuvre;*
- *Structuration des filières et mise en place de cadres de concertation professionnels et spécifiques (femmes et jeunes);*

• *Visites d'échanges ;*

- *Valorisation des produits locaux à travers des foires régionales agricoles et agro-alimentaires ;*



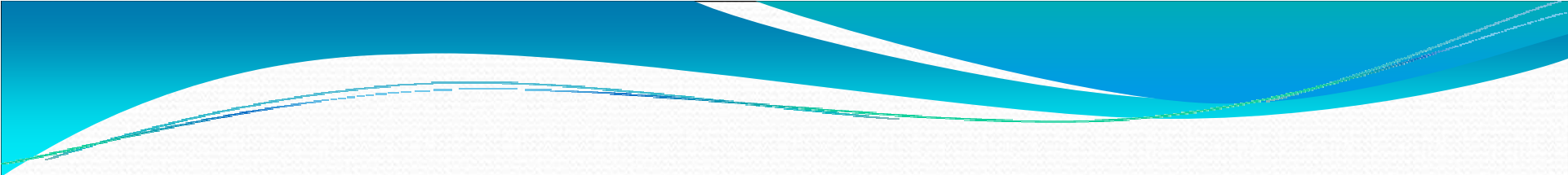


En somme,
QUE FAIRE POUR PERMETTRE
AUX FEMMES D'IMPULSER
LA CROISSANCE ECONOMIQUE RURALE ?

- Selon un récent rapport du FIDA, un ensemble de mesures politiques complémentaires est nécessaire pour remédier aux nombreuses disparités entre les sexes dans le domaine de l'emploi rural. Il est urgent que des actions politiques soient mises en œuvre.**
- **Les mesures doivent inclure des réformes juridiques susceptibles de promouvoir : l'égalité entre les sexes ; des dispositifs de protection sociale ; une aide aux organisations d'appui aux paysans, aux femmes et aux jeunes ; des programmes de soins aux enfants ; l'éducation ; et un meilleur accès à l'information et au marché du travail.**

Source : <http://www.ifad.org/media/press/2011>

- En clair, il est important que des actions politiques soient mises en œuvre ;
- Qui dit « actions politiques » interpelle de fait les gouvernants ;
- Le meilleur témoignage d'engagement politique que je puis citer ici, est cette déclaration des chefs d'Etats et de gouvernements lors du Sommet mondial de l'alimentation en novembre 1996, à Rome. Déclaration à travers laquelle, *les Gouvernements ont explicitement reconnu la contribution fondamentale des femmes à la sécurité alimentaire, surtout dans les zones rurales des pays en développement.*



« Nous rendons hommage à la contribution fondamentale des femmes à la sécurité alimentaire, notamment dans les zones rurales des pays en développement, et soulignons la nécessité d'assurer l'égalité entre hommes et femmes. La revitalisation des zones rurales doit aussi être une priorité pour renforcer la stabilité sociale et enrayer le mouvement d'exode rural excessif que connaissent nombre de pays. »

JE VOUS REMERCIE !

